

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 18 février 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Gym et Eau

25 bis rue Nicolas Appert
17250 Pont-l'Abbé-d'Arnoult

Références : 0100284937/2025-83

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2025 dans l'établissement Gym et Eau implanté 25 bis rue Nicolas Appert 17250 Pont-l'Abbé-d'Arnoult. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Gym et Eau
- 25 bis rue Nicolas Appert 17250 Pont-l'Abbé-d'Arnoult
- Code AIOT : 0100284937
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GYM&EAU est un club de sport qui propose des services centrés autour du bien-être, notamment : des cours d'aquagym, d'aquabike, d'aqua-training, mais aussi de l'aqua-dance et de l'aqua-boxe.

Thèmes de l'inspection :

- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Quantité de produits stockés	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4 annexe 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 29 janvier 2025 n'a relevé aucun écart relatif à la présence de chlore gazeux dans l'établissement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité de produits stockés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4 annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, Situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1 : Les installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4710 sont soumises aux dispositions des annexes I, II, et III. Les présentes dispositions s'appliquent sans préjudice des autres législations. Annexe I §1.4 [...] vérification que la quantité totale présente dans l'installation le jour du contrôle est inférieure au palier supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate le jour de la visite du 29 janvier 2025 que la piscine n'est pas équipée de système de chloration utilisant le chlore gaz.</p> <p>La piscine est utilisée uniquement pour des cours d'aquagym, d'aqua-biking et de natation. Cette dernière est équipée d'un système de traitement au chlore liquide. Les bidons de 25 L de produit sont présents dans le local pomperie de l'établissement.</p> <p>Cette installation ne dépend donc pas de la réglementation liée aux installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>L'exploitant ne transvase pas de produit, la pompe est fixée directement sur le contenant de 25L.</p> <p>Ce constat ne suscite pas de remarque de la part de l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite